

Nouvelles impulsions pour le développement durable

Ittigen, 17.06.2016 - Avec la Stratégie pour le développement durable 2016 – 2019, le Conseil fédéral entend poursuivre les efforts fournis jusqu'ici pour une politique de développement durable globale. Parallèlement, la stratégie contribue à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable, adopté l'année dernière par la communauté internationale. Dans la dernière édition de son «Forum du développement territorial», l'autorité fédérale chargée du développement durable, l'Office fédéral du développement territorial (ARE), présente comment les défis liés à cette problématique sont abordés par les politiques intérieure et extérieure.

En 2000, la communauté internationale s'était engagée à remplir les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les progrès depuis sont remarquables : en 1990, près de la moitié de la population des pays en développement vivait dans une extrême pauvreté ; aujourd'hui, cette proportion est tombée à un sixième. Plus de deux milliards d'êtres humains ont obtenu l'accès à de l'eau potable propre depuis 2000. De plus, grâce aux mesures de lutte contre la malaria, plus de six millions de vies ont pu être sauvées. Toutefois, malgré ces succès, il reste encore beaucoup à accomplir, par exemple dans les domaines de la consommation mondiale des ressources et de l'énergie, toujours très élevée, ou de l'égalité des sexes.

C'est pourquoi, en septembre 2015, l'Agenda 2030 pour le développement durable a été adopté à l'échelle mondiale avec 17 objectifs (objectifs de développement durable, ODD). Il rassemble les programmes de développement durable précédents. En Suisse, le Conseil fédéral a approuvé début 2016 la Stratégie pour le développement durable 2016 – 2019. La nouvelle édition du « Forum du développement territorial » de l'Office fédéral du développement territorial (ARE) expose comment, avec cette stratégie, la Suisse souhaite contribuer à la réussite des objectifs de développement durable au sein du pays comme à l'étranger.

Dans une interview, Achim Steiner, directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), souligne l'importance du rôle de la Suisse dans le contexte international. Selon lui, il est primordial de donner une orientation plus durable au système financier mondial. La Suisse pourrait alors se profiler comme centre de compétences pour la finance verte. Optimiste, Achim Steiner croit à l'Agenda 2030 et aux résultats qu'il va produire, précisant que l'économie devra jouer un rôle clé dans les importants investissements nécessaires à ces changements.

Pour la Suisse fédéraliste, les niveaux étatiques cantonaux et communaux sont très importants – également lorsqu'il est question de la mise en œuvre du développement durable aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Par exemple, le Conseil d'État de Bâle-Ville axe davantage sa stratégie politique sur le développement durable, en se fondant sur un article de la constitution cantonale. Bâle-Ville contribue ainsi à maints égards à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030. Un sondage auprès de cinq autres cantons montre que ceux-ci prennent des voies très différentes, mais tout aussi prometteuses.

Les villes et les communes possèdent souvent de nombreux immeubles. Afin de parvenir à une gestion durable de ses propres bâtiments, la ville de Berne utilise depuis quelques années un instrument qui lui permet notamment de mettre en évidence les faiblesses d'un projet lors de l'analyse des rénovations en cours. De cette manière, les rénovations peuvent être optimisées du point de vue de l'efficacité et des coûts.

Outre les pouvoirs publics, l'engagement de l'économie privée est indispensable pour ce qui est de la réalisation concrète des objectifs de développement durable. Un reportage réalisé dans une imprimerie explique comment cette entreprise innovante a exploré de nouvelles perspectives avec succès. Elle parvient à être plus durable en adaptant ses processus d'exploitation.

Enfin, un coup d'œil vers l'étranger témoigne de la diversité avec laquelle l'Agenda 2030, adopté dans le monde entier, est mis en application dans les autres pays. La Finlande a ainsi choisi une approche participative du bas vers le haut : l'engagement de la société civile en faveur du développement durable est une innovation sociale visant à mettre l'Agenda 2030 à l'ordre du jour dans la société, l'administration et la politique finlandaises. Le but est d'intégrer dans le quotidien de chacun, de manière simple, efficace et globale, des mesures favorisant le développement durable.

Le Forum du développement territorial n° 1/16 «Stratégie pour le développement durable 2016 – 2019. Une contribution à la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 pour le développement durable» peut être commandé par écrit à l'OFCL, 3003 Berne, au prix de 10,25 francs, TVA comprise (abonnement annuel : 30,70 francs, TVA comprise). Il peut également être téléchargé sous www.are.admin.ch (format pdf). Reproduction des articles souhaitée avec indication de la source.

Adresse pour l'envoi de questions

Office fédéral du développement territorial ARE
+41 58 462 40 60

[Forum du développement territorial 1/16: Stratégie pour le développement durable 2016 – 2019](http://www.are.admin.ch/dokumentation/00880/index.html?lang=fr)

(<http://www.are.admin.ch/dokumentation/00880/index.html?lang=fr>)

Auteur

Office fédéral du développement territorial
<https://www.are.admin.ch/are/fr/home.html>
(<https://www.are.admin.ch/are/fr/home.html>)

Dernière modification 05.01.2016

<https://www.admin.ch/content/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-62256.html>